COMMUNIQUÉ DE PRESSE

22 septembre 2025

COMBIEN DE FÉMINICIDES FAUDRA-T-IL ENCORE POUR AGIR ?
L'Etat stoppe le financement d'un programme vital de formation des forces de l'ordre

Poitiers, 8 septembre – Inès Mecellem a été tuée par son ex-compagnon malgré six plaintes et l'activation d'un téléphone grave danger. Ce drame s'ajoute à une liste toujours plus longue de féminicides. Alors que 70 % des françaises et des français estiment que l'État doit intensifier ses efforts pour lutter contre les violences faites aux femmes (IPSOS – Centre Hubertine Auclert), celui-ci se désengage : depuis le 1er janvier 2025, il a cessé de financer les formations des forces de l'ordre, pourtant essentielles pour protéger les victimes.

UN PROJET UNIQUE ET EXEMPLAIRE MENACÉ

Depuis 2021, le Centre Hubertine Auclert coordonne en Île-de-France un programme inédit de formation des forces de l'ordre à l'accueil et à l'orientation des victimes de violences conjugales. En trois ans, plusieurs milliers d'agentes et d'agents ont été formés, avec des résultats mesurables : meilleure connaissance du cycle des violences et amélioration de l'accompagnement des victimes. Ce projet, très demandé par les forces de l'ordre elles-mêmes, devrait être étendu à tout le territoire. **Faute de financements, il est aujourd'hui en péril.**

« *Le meurtre d'Inès Mecellem nous rappelle une réalité : les dispositifs de protection existent, mais sans moyens, ils restent des coquilles vides. Depuis trois ans, nous avons prouvé que former les forces de l'ordre change concrètement l'accueil des victimes. Aujourd'hui, faute de financements, ce projet est menacé. Comment accepter que la vie des femmes dépende de choix budgétaires ? Nous demandons à l'État de garantir la pérennité de ces formations. Au prochain féminicide, nous n'aurons plus d'excuse !* », **Charlotte Baelde, présidente du Centre Hubertine Auclert.**

UN DÉSENGAGEMENT INACCEPTABLE

L'arrêt du financement de l'État met en péril des dispositifs qui sauvent des vies. Les violences sexistes et sexuelles restent le premier frein à l'égalité femmes-hommes

pour les françaises et les français, et près d'une personne sur deux estime que l'État doit être en première ligne pour les combattre. **Le Centre Hubertine Auclert demande la reconduction immédiate et pérenne des financements** nécessaires pour maintenir et développer ces formations. Sans moyens, la lutte contre les violences faites aux femmes reste un slogan — pas une réalité.

Contact presse :

Anne-Marie Boyault
amboyault@oconnection.fr - 06 89 28 42 29

Maëlle Driencourt
mdriencourt@oconnection.fr - 06 38 64 78 94

Auriane Duroch-Barrier
auriane.duroch-barrier@hubertine.fr - 06 66 21 98 52

Blandine Clérin
blandine.clerin@hubertine.fr - 06 27 74 36 27

Le Centre Hubertine Auclert, centre francilien pour l'égalité femmes-hommes, est un organisme associé du Conseil Régional d'Île-de-France. Il promeut l'égalité entre les femmes et les hommes et la lutte contre les violences faites aux femmes à travers l'Observatoire régional des violences faites aux femmes. Il apporte de l'expertise, des ressources et de la formation sur ces thèmes aux actrices et acteurs qui œuvrent sur le territoire francilien (collectivités, associations, syndicats, établissements scolaires).